



swisscontact

*Afrique
du Nord et de l'Ouest*
Rapport Annuel 2016



Une croissance inclusive et durable, stimulée par un secteur privé innovant, créateur d'emploi et de revenu, est le fondement du travail de Swisscontact.



La formation professionnelle

Jeter les bases d'un emploi et d'un revenu durables à travers une formation professionnelle orientée vers le marché de l'emploi et en réponse aux besoins de l'économie.



La promotion de l'entreprise

Renforcer la productivité et la compétitivité des petites et moyennes entreprises à travers des interventions durables dans la chaîne de valeurs, un meilleur accès au marché et un meilleur développement économique local.



Le système financier inclusif

Permettre aux entrepreneurs d'avoir facilement accès aux produits financiers, aux services et aux formations en matière de finance, et assurer ainsi leur autonomisation.



Une économie adaptée aux changements climatiques et respectueuse de l'environnement

Créer des emplois verts à travers une utilisation efficace des ressources naturelles et une application des méthodes de production propre.

Dans cette optique, Swisscontact crée les conditions de l'émergence d'un secteur privé socialement et écologiquement responsable qui contribue à la réduction de la pauvreté.

Swisscontact crée ainsi les conditions-cadres adéquates pour l'action entrepreneuriale, qui sont nécessaires à une économie privée concurrentielle et respectueuse des principes sociaux et écologiques en tant que pilier de tout développement.

Swisscontact est une fondation indépendante créée en 1959 par des personnalités du monde économique et scientifique suisse. Elle œuvre exclusivement dans le domaine de la coopération internationale au développement et réalise des projets propres ou sur mandat depuis 1961. Swisscontact est proche du secteur privé depuis sa création. En 2016, Swisscontact compte environ 1200 collaborateurs dans 34 pays. Le siège de la fondation se trouve à Zurich.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Préface | 04 |
| 2016 en chiffres | 06 |
| Les innovations en 2016 dans les six pays | |
| Maroc | 08 |
| Tunisie | 10 |
| Bénin | 12 |
| Burkina Faso | 14 |
| Mali | 16 |
| Niger | 18 |
| Vue d'ensemble des projets | 20 |
| Collaborateurs | 26 |

En 2016, des innovations remarquables dans un contexte fragile

Bien que relativement calme en 2016, la zone Afrique du Nord et de l'Ouest demeure la région la plus pauvre du monde et l'une des plus instable, notamment pour la partie sahélienne. Pourtant, c'est bien dans ce contexte fragile que des innovations remarquables ont émergé en 2016. J'ai choisi de les mettre à l'honneur pour vous présenter nos projets dans les six pays de la zone.

Vous allez ainsi découvrir Siaka Koné, un jeune Malien de 20 ans. Comme des milliers d'autres jeunes, il est sorti du système scolaire sans aucun diplôme, ni qualification. Mais aujourd'hui Siaka travaille dans une grande entreprise de construction métallique, grâce à une formation novatrice qui associe cours théoriques et long stage en entreprise. Cette formation innovante est proposée par le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP) au Mali. Cette innovation vous est développée dans ce Rapport Annuel 2016, comme d'autres activités innovantes initiées par Swisscontact dans chaque pays de la région Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest. Notre objectif avec ces innovations demeure de favoriser l'employabilité des jeunes, des chômeurs et des très petits producteurs, afin d'améliorer leurs revenus et leur niveau de vie, grâce à un secteur privé dynamique et performant.

Tous ces succès, dans des environnements que l'on dit généralement peu favorables au développement économique, montrent que les bénéficiaires peuvent développer

leurs activités, si on choisit d'appuyer les initiatives porteuses et de renforcer les acteurs économiques locaux. En effet dans les six pays de la zone Afrique du Nord et de l'Ouest, les populations les plus défavorisées, en particuliers les jeunes et les femmes des zones rurales, ont souvent des atouts peu ou pas exploités. En donnant des coups de pouce innovants qui libèrent leur potentiel, ces populations parviennent à améliorer leurs conditions de vie et à nourrir leurs familles.

Je félicite toutes les équipes de Swisscontact en Afrique du Nord et de l'Ouest qui contribuent fortement à cet engagement. Je remercie les acteurs de mise en œuvre des projets et les partenaires financiers pour leurs efforts, leur excellente collaboration et leur contribution en faveur du développement économique, social et écologique de cette région.



Ulrich Stucki
Directeur Afrique du Nord et de l'Ouest

2016 en chiffres

26 163 personnes ont achevé une formation professionnelle, dans l'un des différents dispositifs de formation développés par Swisscontact dans les six pays de la région, de la formation initiale au perfectionnement.

4 490 diplômés ont créé une activité professionnelle ou ont été embauchés, grâce à une formation professionnelle proposée par Swisscontact.

1 741 patrons et **1 310** formateurs ont été formés ou renforcés, afin d'améliorer la qualité de l'offre de formation professionnelle proposée, dans les différents dispositifs.

657 nouveaux modules ont été créés et dispensés par plus de 600 prestataires, avec un souci constant d'adapter l'offre de formation aux besoins des marchés locaux dans chacun des pays.

13 024 bénéficiaires ont augmenté leurs revenus d'au moins 35%, grâce à un accompagnement ou une formation professionnelle.

13 471 jeunes ont été reçus en entretien et accompagnés pour leur choix d'orientation professionnelle et leur intégration sur le marché du travail.

4 891 ménages ont pu accéder à un crédit, avec un faible taux d'intérêt, leur permettant de développer leur activité et d'améliorer leurs conditions de vie.

5 046 micro et petites entreprises ont bénéficié de services qui améliorent leur accès aux marchés locaux, aux ressources et aux crédits.

11 016 004 CHF de revenus supplémentaires ont été gagnés en 2016 par les bénéficiaires, dans quatre projets.

Maroc

Apisys : un système d'information au service des apiculteurs



Appui Suisse aux Associations
Professionnelles au Maroc (ASAP-M)

Durée: 2015-2017
Financé par: Direction du
Développement et de la
Coopération suisse (DDC)

Apiculteurs de la section du Nord de la FIMAP. Commune de Moulay Abdeslam, nord du Maroc.

Pour augmenter la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises rurales, Swisscontact appuie cinq associations professionnelles agricoles, en développant leurs capacités managériales, en améliorant les services proposés aux membres et en favorisant le développement des filières.

Parmi les cinq associations soutenues, la FIMAP (Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l'Apiculture) a développé en 2016 un projet innovant : la mise en place d'un système d'informations sur ses membres. Désireuse de proposer à ses membres des services de qualité, la FIMAP a développé un système d'information sur ses membres, avec l'appui technique de Swisscontact et en collaboration avec une société spécialisée dans le développement de logiciels informatiques. Ce dispositif, appelé Apisys, a été conçu pendant l'année 2016 et est opérationnel depuis mars 2017. Il consiste en une plateforme informatique d'échange d'outils, d'informations et de conseils entre les apiculteurs des différentes régions. Le système centralise les données, grâce à une banque d'informations classées : nombre de ruches et nombre d'apiculteurs par région, quantités produites par type de miel, maladies, mais aussi les cotisations des membres et des données socio-économiques sur les apiculteurs (chiffres d'affaires annuels, partenariats, etc.).

Le logiciel a été conçu suivant un processus participatif : les présidents des 15 sections régionales de la FIMAP ont été sollicités, puis un comité a suivi l'avancée de la conception du système, et enfin les apiculteurs eux-mêmes ont testé Apisys et ont suggéré des modifications. Les membres de la Fédération ont aussi

bénéficié de formations pour apprendre à bien gérer le contenu du système. Apisys doit faciliter la communication entre les 15 sections régionales membres de la Fédération. « Le système est un outil d'information et de gouvernance, assure Aboulal M'hamed, Président de la FIMAP. C'est une innovation informatique qui doit permettre d'accroître le niveau de productivité des apiculteurs, d'augmenter leurs ventes et naturellement leurs revenus. »

Bientôt une plateforme de commercialisation

Sollicitée par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches Maritimes, la FIMAP a décidé d'aller plus loin en intégrant d'autres caractéristiques dans ce système. Ainsi, lors de la deuxième phase du projet ASAP-M qui débutera en juillet 2017, Apisys servira aussi de plateforme de promotion, de valorisation et de commercialisation des miels et de leurs dérivés entre les différents opérateurs membres relevant des régions. D'autres initiatives similaires seront pilotées à travers la mise en place d'un fonds d'innovation géré par Swisscontact, dans le cadre de la phase 2 du projet ASAP-M.

Enfin cette expérience pionnière a interpellé le Ministère de l'Agriculture qui s'en inspirera pour son projet de registre agricole national, visant à consolider la base de données socio-économique et technique de chaque agriculteur.

Tunisie

Des formations public-privé pour améliorer l'employabilité des jeunes



Programme Formation et Insertion
Professionnelles (PFIP)

Durée: 2016-2020 (phase 2)
Financé par: Direction du
Développement et de la
Coopération suisse (DDC)

Ismaël Mhamdi, 22 ans, en cours de formation en diagnostic automobile à Médenine

Le PFIP vise à rendre la formation professionnelle plus efficace et attractive et à améliorer l'employabilité des bénéficiaires, en associant le secteur privé et les principaux opérateurs publics de formation. En 2016, 476 jeunes ont bénéficié de formations, avec un taux d'insertion des chômeurs de 83%. Le programme a aussi formé 17 formateurs et encadrants d'entreprises.

En Tunisie, de nombreux jeunes n'ont pas accès au marché du travail car leur formation est inadaptée. C'est pourquoi le PFIP propose aux jeunes des formations innovantes, identifiées lors de la phase pilote du programme, afin d'améliorer leur employabilité, en offrant de nouvelles possibilités de qualification post-diplôme. Ainsi des formations de spécialisations co-certifiées public-privé permettent de devenir « spécialiste certifié » dans son métier, reconnu par le milieu professionnel, et donc plus employable et mieux valorisé socialement et économiquement. C'est cette formation que suit actuellement Ismaël Mhamdi, diplômé en mécanique automobile. « *Je suis très content de bénéficier de cette formation de cinq mois à Médenine, car elle va me permettre de trouver plus facilement du travail et pourquoi pas de monter mon propre projet,* » explique le jeune homme de 22 ans. « *Les jeunes issus de la formation sont qualifiés et vont me permettre d'améliorer mes prestations,* » se réjouit de son côté Majdi Saket, garagiste dans la même ville.

Des formations certifiées par le privé

Pour des jeunes diplômés ou pour des professionnels déjà aguerris, ces formations de spécialisation permettent de répondre aux besoins pointus d'un marché du travail en

évolution constante. Elles sont en effet élaborées et certifiées directement par les branches professionnelles conjointement avec les partenaires publics. « *Ce concept de formation représente une opportunité pertinente pour les jeunes diplômés tunisiens : ils développent davantage leurs connaissances techniques et s'intègrent mieux dans le milieu socioprofessionnel. C'est un exemple à suivre pour la coopération nord-sud,* » assure Youssef Rabeh, président de la Chambre Syndicale Nationale de la Mécanique Automobile (SNM/UTICA).

Enfin, grâce à cette action, le projet a initié un partenariat sectoriel et de nouvelles modalités de collaboration entre le secteur public et privé, décloisonnant ainsi le système de la formation professionnelle et renforçant les nouvelles pratiques de gouvernance « multi-acteurs » dans une Tunisie en phase de transition démocratique. « *L'engagement de l'ensemble des partenaires publics et privés a été la pierre angulaire du succès de ce concept impulsé par le projet,* » rapporte Salah Messaoudi, Directeur de l'Assistance, de l'Evaluation et de la Certification à l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle, qui assiste 136 centres de formation en Tunisie.

Bénin

L'accès aux marchés publics



Programme de Développement des
Infrastructures Economiques et
Marchandes (P-DIEM)

Durée: 2013-2017
Financé par: Direction du
Développement et de la
Coopération suisse (DDC)

Raoufou Adeoti, responsable d'un GTPE, sur un chantier de construction dans la commune de Kalalé, nord du Bénin.

Le P-DIEM vise le développement économique et institutionnel rural à travers la réalisation d'infrastructures économiques et marchandes rentables. L'un des axes du Programme consiste à accompagner les artisans et les entrepreneurs locaux en renforçant leurs capacités techniques pour construire des infrastructures et en leur permettant de disposer de capacités d'accès aux marchés publics.

Les Très Petites Entreprises (TPE) et artisans locaux peuvent difficilement accéder aux marchés publics de construction, faute d'organisation et de moyens. Swisscontact Bénin a donc développé un projet qui consiste à rassembler ces petits entrepreneurs dans des groupements structurés pour leur permettre de participer ensemble à des appels d'offre et gagner ainsi des parts de marchés. « Avec l'appui du Programme, nous nous sommes constitués en Groupement pour soumissionner à un appel d'offre pour le marché à bétail de Dérassi, raconte Raoufou Adeoti, 46 ans, responsable du GTPE Force Commune. Et nous, artisans sans grand moyen, avons réussi à remporter des lots pour ce marché ! Ces chantiers qui nous sont confiés ont permis d'améliorer les capacités des membres du Groupement en maçonnerie, ferrailage, électricité. Et tout le monde est satisfait, les ouvriers et nous-mêmes, car nous avons gagné de l'argent. »

14 Groupements créés

Le processus qui a mené Raoufou Adeoti et ses collègues à ce succès a d'abord démarré par l'identification de plusieurs artisans et TPE, sélectionnés par un comité composé de la Chambre Inter-départementale des Métiers, des associations intercommunales et divers acteurs impliqués dans le projet. Ces entrepreneurs sélectionnés ont formé 14 Groupements de Très Petites Entreprises

(GTPE) et ont été formés sur les techniques d'élaboration des dossiers de soumission aux appels d'offres et sur le suivi et le contrôle des chantiers de constructions en matériaux locaux. Ils ont également reçu des formations techniques, pour renforcer la qualité de leur main d'œuvre.

Grâce à ce processus, huit GTPE ont gagné des marchés de construction d'infrastructures économiques et marchandes, avec 147 emplois partiels créés. « Auparavant nous manquions cruellement de compétences, mais aujourd'hui, nous responsables de petites entreprises, nous pouvons constituer notre équipe d'ouvriers sans avoir de craintes sur leurs compétences en matière de modèles constructifs en briques de terre comprimée », se félicite Imorou Gbian, directeur de l'entreprise GBI, 43 ans.

Cette initiative innovante a donc dynamisé le secteur privé artisanal : l'engagement des artisans et des très petites entreprises dans les marchés publics qui, autrefois était embryonnaire, se consolide progressivement. « Aujourd'hui beaucoup croient en nous et nous venons de gagner encore une sous-traitance dans la commune de Tchaourou », se réjouit Raoufou Adeoti du GTPE Force Commune, qui continue de grandir, passant de quatre à huit membres.

Burkina Faso

Suman+ : un accès au crédit formel



Projet Suman

Durée: 2013-2016

Financé par: Service Liechtensteinois
de Développement (LED)

Réunion d'un groupe Suman de la commune de Réo. Région Centre-Ouest.

Le projet Suman appuie un dispositif d'autofinancement, basé sur le système des tontines, dans sept communes du pays. Le projet donne l'opportunité aux acteurs économiques locaux, organisés en groupes Suman, d'accéder au microcrédit et d'augmenter ainsi leur revenu. D'une durée de quatre ans et financé par le Service Liechtensteinois de Développement, le projet a déjà permis à environ 4 000 personnes d'accéder à l'épargne et au crédit.

Au cours de l'année 2016, le projet a expérimenté la mise en relation d'un groupe Suman solide avec une Institution de Microfinance (IMF), le Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso, l'une des plus grandes IMF du pays. L'objectif de cette innovation, appelée Suman+ était que les membres du groupe choisi aient accès au microcrédit formel et développent encore davantage leurs activités. Swisscontact a agi dans le processus comme facilitateur de la mise en relation du groupe avec l'IMF.

De novembre 2015 à juin 2016, les 20 membres du groupe Suman Sidená, situé dans un village non loin dans la commune de Gaoua (région du sud-ouest), ont donc bénéficié du crédit Caisse villageoise, avec des montants octroyés allant de 17 CHF à 42 CHF sur six mois, selon les besoins et les capacités financières de chacun des membres. De plus les membres ont bénéficié d'une formation en gestion de crédit offerte par l'IMF.

Cette innovation Suman+ a été profitable à l'ensemble des membres du groupe Sidená. Ainsi 13 membres sur 20 ont augmenté leurs capacités de production et de vente de denrées alimentaires. C'est le cas par exemple de Mme Palenfo Touani, 53 ans, qui produit et vend du dolo - de la bière de mil. « *Il y a un an, avant le Suman+, je pouvais juste acheter pour 10 CHF de mil par mois pour produire le dolo, explique cette mère de huit enfants. Actuellement, grâce au prêt dont j'ai bénéficié, je peux acheter pour 58 CHF de mil pour ma production, et j'emploie deux dames pour m'aider dans la production et la vente de mon dolo.* »

Quant aux autres bénéficiaires du groupe Sidená, ils ont opté pour une diversification de leurs sources de revenu en élargissant leur portefeuille d'activités. Le Suman + constitue donc une initiative à forte valeur ajoutée puisqu'il a un impact positif sur les activités des acteurs économiques locaux.

Mali

Un partenariat fructueux avec les entreprises



Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP)

Durée: 2014-2017 (phase 4)
Financé par: Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC), Royaume du Danemark

Siaka, 20 ans, apprend à découper des feuilles de tôle dans le cadre de son stage de trois mois au sein de la société de construction métallique ATC.

Le PAFP vise l'insertion économique de 40 000 personnes, dont 10 000 jeunes sans emploi, à travers une formation professionnelle qualifiante, dans quatre régions du Mali et dans le ditric de Bamako. Les bénéficiaires acquièrent des compétences qui leur permettent de se perfectionner et de développer des activités économiques dans des secteurs porteurs comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, les bâtiments et travaux publics ou services.

Après trois ans d'activités, le PAFP a déjà formé plus de 35 000 personnes, qui pour la plupart, ont développé des activités économiques ou des micro-entreprises dans le secteur informel, qui reste une source importante de revenus pour les populations les plus défavorisées. Pour compléter son action, c'est sur le secteur formel que le PAFP a choisi de mettre l'accent en 2016, à travers des formations pratiques en entreprises.

Ces formations se déroulent en deux temps : d'abord un enseignement dans un centre de formation, théorique et pratique, pendant deux mois (« face à face pédagogique »). Puis un suivi post-formation de trois mois, pour garantir une bonne acquisition des compétences. Pendant son suivi, le jeune est en situation d'activité professionnelle et met en pratique ses connaissances grâce à la société qui l'accueille en stage et au suivi de son formateur.

Siaka Koné, 20 ans, sorti du système scolaire sans aucun diplôme ni qualification, a ainsi bénéficié d'une formation technique en plomberie. Son suivi post-formation s'est déroulé dans l'entreprise malienne ATC (Atelier de Tournage et de Chaudronnerie), une référence dans le domaine de la construction métallique, à Bamako. « *Quand il n'y avait pas de travaux en plomberie, on nous apprenait d'autres choses, notamment la soudure,*

explique le jeune plombier. Je suis maintenant beaucoup plus confiant dans mon travail et je souhaite vraiment continuer à évoluer dans la plomberie ». Siaka vient justement d'obtenir une proposition d'embauche de la part de l'entreprise. « *Les besoins en ressources humaines sont énormes et les ouvriers correctement formés sont encore rares à trouver,* explique Muriel Monteiro, secrétaire générale de l'entreprise. *Pour les profils d'ingénieurs ou de techniciens spécialisés, nous sommes souvent obligés de faire appel à des candidats étrangers,* » déplore-t-elle.

Excellente collaboration avec le secteur privé

Ce début de parcours professionnel réussi de Siaka Koné a été rendu possible grâce à la collaboration entre Swisscontact et l'entreprise malienne. La collaboration avait débuté en janvier 2016 avec la formation en lecture de plans pour 20 ouvriers monteurs d'ATC ayant en moyenne trois ans d'expériences. « *Les résultats sont très concrets,* explique Muriel Monteiro. *Les ouvrages réalisés sont maintenant conformes aux plans et aux normes. Un an après, le temps de fabrication a été réduit de moitié et l'atelier n'enregistre presque plus de retour de pièces* ». Des changements qui permettent à l'entreprise d'être plus compétitive mais aussi de consolider ses emplois. Sur les 20 ouvriers bénéficiaires de la formation, trois sont notamment devenus chefs d'équipe.

Niger

Productions diversifiées, revenus sécurisés



Programme d'Appui à la Formation
Professionnelle Rurale (FOPROR)

Durée: 2013-2016
Financé par: Direction du Développement
et de la Coopération suisse
(DDC)

Programme d'Appui à la Formation
Professionnelle Rurale et l'Employabilité
des Jeunes (FOPREJ)

Durée: 2014-2017
Financé par: Union Européenne

Récoltes d'arachide sur les parcelles de production du SIFA de Guidan Idder. Région de Tahoua.

Deux programmes d'appui à la formation professionnelle rurale visent à améliorer l'employabilité des jeunes grâce à des formations variées. Parmi elles, les SIFA (Sites Intégrés de Formation Agricole) ont été développés dans les régions de Dosso, Maradi, Agadez, Tahoua et Tillabéry, pour permettre aux jeunes de maîtriser et mettre en œuvre rapidement de nouvelles activités agro-sylvo-pastorales au sein de leurs exploitations familiales. 3 500 jeunes ont déjà reçu une formation sur un SIFA, alors que l'objectif attendu était de 1 740 jeunes formés.

Quinze SIFA sont implantés dans cinq régions du Niger. Sur une superficie de trois à cinq hectares, ces espaces sont à la fois des lieux de formation professionnelle agricole et des lieux de production. Les SIFA reçoivent des jeunes filles et garçons de 14 à 30 ans, déscolarisés ou non-scolarisés, et sont construits à l'image de ce que devrait être une exploitation familiale : diversifiée, durable, respectueuse de l'environnement et des potentialités du terroir.

Sur chaque SIFA ce sont 225 jeunes qui sont accueillis chaque année, pour quatre mois de formation et quatre mois de suivi. Ils y apprennent les meilleures techniques en matière de cultures pluviales, de cultures de contre-saison (maraîchage, arboriculture, pépinières sylvicoles) et d'élevage (embouche ovine, alimentation du bétail, prophylaxie sanitaire, aviculture). Leur formation est complétée par une alphabétisation fonctionnelle.

Les récoltes multipliées par trois

Parmi les jeunes formés sur les SIFA : Saddi Moussa, 25 ans. Comme la plupart de ses amis du village, Saddi n'avait pas eu la chance d'aller à l'école et pratiquait la culture traditionnelle de l'oignon et du mil sur l'exploitation familiale avec ses frères et sœurs. « Quand le SIFA s'est installé, mon papa a vu une opportunité pour moi d'acquérir des compétences techniques bénéfiques pour améliorer la productivité de

l'exploitation agricole familiale, se souvient Saddi, formé de décembre 2014 à juillet 2015 au SIFA de Guidan Idder dans la région de Tahoua. Compte tenu des compétences que j'ai acquises au SIFA, mon père a décidé de me confier la direction de l'exploitation familiale bien que je ne sois pas l'ainé de la famille. En 2016, j'ai pu faire tripler la récolte d'oignon par rapport à 2015. J'ai aussi introduit les cultures maraîchères de contre-saison. Nos productions sont en grande partie commercialisée et j'ai enregistré des recettes de l'ordre 600 000 francs CFA pour la production des oignons et 210 000 FCFA pour la vente des autres produits maraîchers. »

Pour les jeunes, le SIFA permet donc une insertion durable dans des activités agricoles variées et rémunératrices, ce qui permet de diversifier et sécuriser les revenus de leurs familles, mais aussi de contribuer à changer les habitudes de production dans leurs villages. « A la fin de notre formation au SIFA, avec 14 de mes collègues, nous avons créé un groupement pour exploiter des terrains sur trois sites, raconte Saddi. Bien sûr nous produisons de l'oignon, mais avec un meilleur rendement. Et nous avons aussi diversifié nos productions avec des plants forestiers, des choux, des laitues, des aubergines, des piments, des pommes du sahel, en fonction de la demande du marché. »

Vue d'ensemble des projets

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|---|---------|--|-------------------------|-----------------------|---|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | |
| Programme Formation et Intégration Professionnelle en Tunisie (PFIP Tun) | Tunisie | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 1 329 417 (phase 2) | 2016 - 2020 | <p>Principaux résultats pour la phase 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 476 jeunes et chômeurs formés, dont 66% de femmes, dans le cadre de trois dispositifs de formation différents mis en place durant la 1ère phase ; ▪ Formation certifiée de 17 formateurs d'entreprises ; ▪ Perfectionnement de 46 hauts cadres de la fonction publique ; ▪ Développement de trois nouveaux référentiels de formation-certification ; ▪ Divers appuis au Ministère pour le pilotage de la Réforme du Dispositif National de Formation Professionnelle ; ▪ Conduite d'un diagnostic et d'une recherche-action pour le renforcement de la formation pratique en agriculture avec trois centres de formation agricoles et les milieux professionnels ; ▪ Renouvellement de conventions de partenariat avec neuf structures nationales, dont quatre fédérations privées. |
| Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Emploi des Jeunes (AFPIJE) | Bénin | Agence Française de Développement (AFD) | CHF 773 471 | 2015 - 2017 (phase I) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 385 jeunes entrés en Apprentissage de type dual et 348 admis en 2ème année ; ▪ 40 formateurs des Centres de Formation Professionnelle (CFP), dont 12 femmes, renforcés en andragogie ; ▪ 875 patrons des ateliers d'apprentissage formés en gestion d'entreprise, dans le cadre du dispositif des Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) ; ▪ 670 patrons (dont 441 femmes) des ateliers d'apprentissage non engagés dans le dispositif CQP formés au plan technique ; ▪ 36 prestataires de formation (18 femmes) utilisés ; ▪ 20 CFP mis en réseau et dynamisés ; ▪ Neuf Cadres locaux d'Appui à l'Insertion (CLAI) mis en place dans les neuf communes du département du Zou ; ▪ Sept associations de parents d'apprentis créées et opérationnelles autour des sept CFP de formation par apprentissage. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|---|-------|--|-------------|------------------|--|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | |
| Projet d'Appui à la Formation Professionnelle Artisane (PAFPA) | Bénin | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 690 291 | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 4682 admis en Apprentissage traditionnel de type rénové ; ▪ 50 patrons formés en perfectionnement plomberie ; ▪ 101 membres de groupements (dont 79 femmes) formés en aménagement du terrain, conduite des pépinières et des cultures, techniques de compostage des déchets organiques ; ▪ 41 formateurs (dont 18 femmes) de Centres de Formation Professionnelle renforcés en andragogie et sur les techniques de suivi de l'apprentissage de type dual ; ▪ Cinq nouveaux modules dispensés en plomberie. |
| Projet de Renforcement des Capacités des Agents de Santé des localités démunies (PRCAS) | Bénin | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) Médicor | | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 423 agents de santé (331 femmes) formés sur les dix modules de formation continue, dont : <ul style="list-style-type: none"> - 260 aides-soignants (197 femmes), - 119 infirmiers (90 femmes), - 44 sages-femmes ; ▪ 169 agents de santé (108 femmes) qui ont suivi une formation de recyclage, dont : <ul style="list-style-type: none"> - 134 aides-soignants (89 femmes), - 28 infirmiers (12 femmes), - 7 sages-femmes. ▪ 44 prestataires de formation (dont 35 femmes) utilisés pour renforcer les Agents de Santé dans les centres de santé et hôpitaux de zone. |
| Formation et Insertion dans le Bassin du Niger (FIBANI) | Mali | Royaume des Pays-Bas | CHF 446 664 | 2013 – mars 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 14 129 personnes formées (dont 55% de femmes) ; ▪ Augmentation moyenne des revenus des bénéficiaires des formations de 40 % ; ▪ Accompagnement de huit structures de formation en vue d'améliorer la qualité de l'offre de formation (formation des formateurs, curricula, mise en réseau des structures et mutualisation des ressources) ; ▪ 45 curricula axés en partie sur l'agro-écologie développés et mis à la disposition des centres. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|--|-------|---|---------------|-------------|--|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | |
| Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP) | Mali | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) et Royaume du Danemark | CHF 5 820 336 | 2014 - 2017 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 38 124 personnes formées (dont 55% de femmes) depuis 2014 ; ▪ Augmentation de revenus de plus de 20% pour 19 850 personnes ; ▪ Accès à un revenu pour 4 369 jeunes initialement sans activité depuis 2014. |
| Programme d'appui à la Formation Professionnelle Rurale II (FOPRORII) | Niger | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 2 557 476 | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 11 268 jeunes formés (6 089 filles). Parmi eux : <ul style="list-style-type: none"> - 702 jeunes (80 filles) formés en apprentissage dual, dans cinq centres de formation d'apprentis (dont quatre construits et équipés par le programme), - 3 234 jeunes (1 642 filles) formés au sein des 12 Sites Intégrés de Formation Agricole (SIFA), - 1 909 (649 filles) en formation continue, - 2 392 (1 983 filles) en Formation Initiale Professionnalisante (FIP), - 3 031 jeunes (1 735 filles) en formation initiale de 18 mois, grâce à dix Centres de Formation aux Métiers (CFM) appuyés par le programme. ▪ Mise en place de deux comités régionaux de suivi des activités de FOPROR ; ▪ Processus d'adoption des textes juridiques réglementant le SIFA lancé au niveau du ministère. |
| Programme d'appui à la formation professionnelle rurale et à l'employabilité des jeunes (FOPREJ) | Niger | Union Européenne | CHF 723 201 | 2014 - 2017 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 464 jeunes ont achevé leur formation. Parmi eux : <ul style="list-style-type: none"> - 159 jeunes (une fille) en apprentissage dual, - 345 jeunes (67 filles) formés en SIFA, - 516 jeunes (85 filles) en formation continue, - 1 349 jeunes (812 filles) en FIP, - 593 jeunes (141 filles) en formation dans les CFM ; ▪ Des équipements et des produits finis issus de leur formation pour 580 jeunes, pour leur permettre de continuer l'activité. ▪ Signature d'un arrêté régional créant un cadre de concertation des acteurs de la formation professionnelle. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|---|-------|---|---------------|-------------|---|
| FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | |
| Programme d'éducation alternative des jeunes (PEAJ) | Niger | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 1 329 403 | 2015 - 2018 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 Centres Communautaires d'Education Alternative (CCEAJ) implantés au niveau de dix communes et gérés soit par les communes (160 Centres), soit par quatre associations (40 Centres) ; ▪ Programme de formation continue pour 200 enseignants, parmi lesquels 122 femmes, mobilisés par l'Etat du Niger, afin de conduire les CCEAJ ; ▪ Cours dans les CCEAJ pour 5 165 jeunes (dont 2 342 filles) non scolarisés ou déscolarisés, de 9 à 14 ans, afin de leur permettre d'acquérir des compétences pour intégrer le cursus scolaire, la vie active ou une formation professionnelle ; ▪ Intégration de 593 jeunes issus des CCEAJ (dont 151 filles) dans un dispositif de formation professionnelle existant (FIP) ; ▪ Intégration dans la vie active pour 167 jeunes issus des CCEAJ, parmi lesquels 28 filles ; ▪ Développement de modules de formation initiale professionnalisante. |
| Projet Plateformes Orientation Jeunesse | Niger | Service Liechtensteinois de Développement (LED) et Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 572 436 | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Neuf structures d'accueil appuyées, permettant ainsi d'offrir des services de meilleures qualités aux jeunes orientés par les plateformes ; ▪ 23 plateformes soutenues ; ▪ 74 conseillers d'orientation formés (23 femmes) ; ▪ 14 379 jeunes qui ont bénéficié au moins d'un entretien au sein d'une plateforme ; ▪ 36 865 entretiens réalisés ; ▪ 6337 jeunes accompagnés ; ▪ 239 jeunes mis en relation auprès d'une autre structure grâce à l'appui de leur conseiller. Parmi eux : 472 en stage, 189 en activité professionnelle, 1475 jeunes en formation, 36 jeunes en relance d'activité et 219 jeunes en création d'activité. |
| Plateformes Orientation-Jeunesse Diffa | Niger | Unicef | CHF 250 866 | 2016-2017 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quatre plateformes soutenues ; ▪ 15 conseillers d'orientation formés ; ▪ 60 entretiens réalisés ; ▪ 136 jeunes accompagnés ; ▪ 118 jeunes mis en relation. Parmi eux : un jeune en stage, 111 jeunes en formation, deux en relance d'activité et quatre en création d'activité. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|--|--------------|---|-------------|---|---|
| SERVICES FINANCIERS | | | | | |
| Projet Suman | Burkina Faso | Service Liechtensteinois de Développement (LED) et Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 133 802 | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place du dispositif d'auto-financement dans sept communes ; Appui à la mise en place de 261 groupes Suman ; Accès au dispositif d'auto-financement Suman de 5 518 membres, dont 88% de femmes ; Conception et mise à disposition d'un guide pour les membres des groupes Suman, adapté aux besoins des populations analphabètes; Expérimentation de la mise en lien des groupes Suman avec des Institutions de Micro-Finance. |
| Promotion de l'entrepreneuriat rural à travers l'épargne-crédit (WASA) | Mali | Fondation Hirschmann | CHF 121 591 | 2016 - 2017 | <ul style="list-style-type: none"> Cinq nouvelles communes sensibilisées à l'approche ; Mise en place de 49 nouveaux groupes WASA ; 994 personnes (dont 86% de femmes) réparties dans ces 49 groupes ; Appuis-conseils pour 21 anciens groupes WASA (groupes constitués en 2015). |
| PROMOTION DES PME | | | | | |
| DMO-Tourisme | Tunisie | Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) | CHF 571 747 | Phase 1 : Oct 2014 - avril 2016 Phase 2 : mai 2016 - août 2018 | <ul style="list-style-type: none"> Conduite d'un processus participatif avec plus de 160 acteurs du tourisme, publics, privés et associatifs, en vue de la création d'un organisme de gestion de la destination touristique « Destination Dahar » ; Facilitation du rapprochement entre les autorités publiques régionales et les prestataires privés ; Appui à la légalisation de 14 prestataires d'hébergement-restauration exerçant dans l'informel ; Coaching de 21 établissements d'hébergement pour l'amélioration de leur offre ; Formation de 12 établissements touristiques (cinq hôtels, sept parahôtellerie) à six modules ciblés de perfectionnement en cuisine-restauration, pour 125 participants dont 22 femmes (1 362 heures de formation au total) ; Voyage d'étude en Suisse pour 10 cadres du ministère, de l'office national du tourisme et de la fédération des agences de voyage. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|---|-------|--|---------------|------------------------|---|
| PROMOTION DES PME | | | | | |
| Appui Suisse aux Associations Professionnelles au Maroc (ASAP-M) | Maroc | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 801 798 | 2015 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des structures managériales de trois associations professionnelles ; ▪ Mise en place de huit unités pilotes, servant de références pour les agriculteurs en matière de bonnes pratiques en apiculture et en agriculture biologique (maraichage, oléiculture, aviculture, polyculture) ; ▪ Mise en place d'un système d'information sur les membres de la Fédération Interprofessionnelle Marocaine de l'Apiculture (FIMAP) ; ▪ Organisation des écoles aux champs (Farmer Field Schools) par l'Association Nationale de la Production de la Viande Rouge au sein de trois régions pour renforcer la capacité productives des agriculteurs ; ▪ Voyage d'échange en Suisse pour les membres de l'Association Marocaine de la Filière des Productions Biologiques (AMABIO) pour mieux connaître le bio, initier des collaborations avec des institutions et entreprises suisses actives dans la production de semences bio et la formation des agriculteurs, et explorer des possibilités d'exportation ; ▪ 710 Micro, Petites et Moyennes Entreprises renforcées, pour améliorer leurs stratégies de production, valorisation et commercialisation : 20 apiculteurs, 190 éleveurs ovin et caprin, 43 collecteurs et producteurs de plantes aromatiques, 285 agriculteurs en conversion à l'agriculture bio, 80 éleveurs bovins. |
| Programme d'Appui au Secteur du Développement Économique Rural (PASDER) | Bénin | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 2 078 652 | 2015 - 2019 (phase II) | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2733 exploitations familiales suivies par les Organisations Socio-Professionnelles, dont 727 dirigées par des femmes ; ▪ 466 emplois créés (246 femmes) ; ▪ 1469 personnes, dont 535 femmes, qui ont eu accès à des crédits de campagne ; ▪ 130 personnes, dont 13 femmes, qui ont eu accès à des crédits de warrantage ; ▪ Plus de 200 000 CHF de crédits de campagne accordés ; ▪ Plus de 110 000 CHF de crédits de warrantage accordés. |

| Nom du projet | Pays | Donateurs | Volume 2016 | Durée | Résultats à ce jour |
|---|--------------|---|-------------|-------------|--|
| PROMOTION DES PME | | | | | |
| Projet de Développement des Infrastructures Économiques et Marchandes (PDIEM) | Bénin | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) | CHF 257 237 | 2013 - 2017 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 89 jeunes formés en construction en matériaux locaux ; ▪ Sept formateurs renforcés en construction en matériaux locaux ; ▪ Deux nouveaux modules (mise en œuvre des Blocs en Terre comprimé et système de contrôle et de suivi des constructions en matériaux locaux) dispensés ; ▪ Quatre prestataires de formation utilisés ; ▪ Accès à des services d'amélioration pour 14 Groupements de Très Petites Entreprises d'artisans (soit 101 personnes, dont 11 femmes) et 20 coopératives de concasseuses (soit 250 femmes) ; ▪ Gain de parts de marché avec des contrats formels pour 10 groupes productifs ; ▪ Accès à un emploi partiel créé par les PME et les ménages pour 147 personnes ; ▪ 361 personnes formées sur le cadre législatif et réglementaire qui encadre la gestion des sites et carrières de matériaux locaux et leur restauration. |
| Promotion des Petites et Moyennes Entreprises dans le Secteur Agroalimentaire (ProSME-SA) | Bénin | Agence Allemande de Coopération pour le Développement (GIZ) | CHF 448 869 | 2015-2017 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 600 PME sélectionnés, dont 1 200 PME dirigées par des femmes ; ▪ 800 PME (dont 600 PME dirigées par des femmes) formées et coachées ; ▪ Augmentation de revenu pour 100% des 800 PME formées et coachées. |
| Projet d'Appui au Développement Communal (PADC) | Burkina Faso | Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) et Service Liechtensteinois de Développement (LED) | CHF 576 482 | 2013 - 2016 | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagnement de 593 jeunes entrepreneurs vers la micro-entreprise individuelle, dont 61% de femmes ; ▪ Perfectionnement de 2 991 Entreprises Existantes ; ▪ Opérationnalisation du concept DEL dans sept communes ; ▪ Appui à la définition d'une stratégie DEL dans trois communes. |



Les jeunes en formation préparent une parcelle sur le SIFA de Guidan Idder. Région de Tahoua, Niger.

Les collaborateurs Swisscontact pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest en 2016

| Pays | Personnel international | | Personnel local | | Total |
|--------------|-------------------------|----------|-----------------|------------|------------|
| | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | |
| Bénin | 1 | 1 | 12 | 28 | 42 |
| Burkina Faso | | 1 | 5 | 6 | 12 |
| Mali | 1 | 1 | 12 | 67 | 81 |
| Maroc | 2 | | | 2 | 4 |
| Niger | 2 | 2 | 9 | 33 | 46 |
| Tunisie | 1 | 1 | 9 | 9 | 20 |
| Bureau | 4 | 2 | | | 6 |
| Total | 11 | 8 | 47 | 145 | 211 |



Les jeunes en formation tannage de peau à Goïta. Région de Mopti, Mali.

Nous créons des opportunités

Bénin

Swisscontact
08 BP 1117
Tri Postal Cotonou
Tél / Fax : +229 21 30 48 89
www.swisscontact.org/benin

Maroc

Swisscontact
70 rue Abou Derr
Agdal - 10080 Rabat, Maroc
Tél : +212 537 67 17 26
www.swisscontact.org/maroc

Burkina Faso

Swisscontact
c/o 01 BP 578
Ouagadougou 01
Tél : +226 25 36 28 25 / 25 36 29 55
www.swisscontact.org/burkinafaso

Niger

Swisscontact
Boulevard Mali Béro
Yantala Haut
BP 12 676
Niamey
Tél : +227 20 73 96 37
www.swisscontact.org/niger

Mali

Swisscontact
c/o Coopération Suisse
B.P. 2386 Bamako
Tél : +223 76 40 55 88
www.swisscontact.org/mali

Tunisie

Swisscontact
28 Avenue du Lac du Nord
Les Jardin du Lac
1053 Tunis
Tél / Fax : +216 71 196 695
www.swisscontact.org/tunisie

Couverture : Jeune fille en formation plomberie. Ville de Mopti, Mali.
Photos : Collaborateurs de Swisscontact.
Conception : Stéphanie Tesson.

Label ZEWO : Swisscontact a été récompensée par le label ZEWO. Ce label est décerné aux organisations d'utilité publique pour leur bonne gestion des fonds qui leur sont confiés, atteste que les sommes récoltées sont affectées au but fixé de manière efficace et économique et distingue les organisations transparentes et dignes de confiance présentant des structures de contrôle efficaces et respectueuses des principes d'éthique quant à l'acquisition de moyens financiers et la communication. Swisscontact fait régulièrement l'objet d'examen veillant au respect de ces critères. (Source : ZEWO)

Avril 2016.

